

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article512>

La grande grÃve de 1971

- La Centrale UGTG - MÃ©moire des luttes -

Date de parution : 15 mars 1994

Date de mise en ligne : dimanche 3 aoÃ»t 2008

Mis Ã jour le : mercredi 22 octobre 2008

UGTG.org

Kann a la richès : S'kilen kil' t ki f' sa

Le lundi 4 Janvier 1971, un protocole d'accord signé dans le cadre de la commission paritaire de l'industrie sucrière entre la C.G.T.G. de Herman SONGEONS, la C.F.D.T. de Edouard DEMOCRITE et d'autre part le Syndicat des usiniers dirigé par Louis CLAVERIE et Max MARTIN, garantissait le démarrage immédiat de la récolte sucrière.

Dans le même temps, l'UTA qui avait demandé à participer aux négociations salariales et à celles sur la fixation du prix de la tonne de canne, s'était vue opposer une fin de non recevoir. Elle a été qualifiée à cette époque de "Syndicat Marron" non affilié à une Centrale Française et ne pouvant jouir de ce fait d'aucune représentativité. Aussi la CGTG, la CFDT et le patronat s'étaient entendus pour refuser toute discussion avec elle. En réaction, l'UTA déclenche à Sainte-Rose le lundi 18 Janvier 1971 une grève pour exiger :

- La reconnaissance de sa représentativité ;
- L'augmentation de 27 francs de la journée de travail et la suppression des primes ;
- L'abrogation du mode de paiement de la canne à la richesse saccharine ;
- La fixation du prix de la tonne de canne au poids à 67 Francs.

En quelques jours la grève s'étendit à toute la Guadeloupe cannière, de Sainte-Rose jusqu'à Capesterre Belle-Eau. La Grande-Terre s'engagea au même rythme dans le mouvement sous l'impulsion de **Nicolas LUDGER** dissident de la CGTG et président de l'**UISG** (Union Interprofessionnelle des Syndicats de Guadeloupe). A l'instar de leurs aînés des années cinquante, les dirigeants de l'UTA sillonnèrent en piquets de grève toute la Guadeloupe des plantations ; mais à la différence de ceux-ci ils ne pratiquèrent aucune violence à l'encontre des non-grévistes. Le programme de revendications édité en des milliers d'exemplaires était leur arme absolue.

Leur force de conviction, mais aussi le mécontentement accumulé au fil des années par les travailleurs de la canne rendait leur tâche aisée. C'était par milliers que les travailleurs se déplaçaient le soir pour assister aux meetings que donnaient les grévistes dans certaines communes.

Les syndicats traditionnels (CGTG, CFDT et FDSEA) qui s'étaient prononcés contre la grève, se sont trouvés tout d'un coup marginalisés et montrés du doigt par les travailleurs. Quant aux forces politiques, certaines comme le Parti Communiste Guadeloupéen ont carrément lancé des appels à la répression contre les grévistes.

Les dirigeants de l'UTA étaient qualifiés d'"agitateurs politiques manipulés par les agents de la CIA" ; cela avait déjà été dit en 1967 à propos du GONG par l'Étincelle. La répression s'abattit d'ailleurs brutalement sur les grévistes de l'UTA : il y eut 19 interpellations avec garde à vue et trois militants (**ARDENT - GOSTYMEN - LANDRE**) passèrent une semaine en prison. Ils ne furent relâchés que grâce à la mobilisation et à la détermination des travailleurs en grève.

L'ampleur du mouvement obligea les élus à se positionner, au point que le Conseil Général sous la pression de la rue vota à l'unanimité un vœu réclamant l'abrogation du mode de paiement de la canne à la richesse. Vœu pieux puisque le gouvernement français de l'époque ne tint aucun compte de l'avis des élus guadeloupéens.

Dès la fin de janvier la **Fraternité Ouvrière** - syndicat dissident de la CGT- dirigée par **Thodoule DESTIVAL** lança un mouvement de grève dans le Bâtiment sur des revendications salariales. Très vite, cette nouvelle

grève devint générale dans le secteur du BTP ; et fut immédiatement tractée par la dynamique de la grève de la canne. Au delà de leurs portées respectives et de leurs spécificités, la similitude entre les deux mouvements de masse permit naturellement l'émergence d'un front syndical de la révolution populaire entre l'UTA et la Fraternité Ouvrière.

Ces deux mouvements allaient entraîner toutes les couches de la population à se déborder.

L'impact de la grève

La jeunesse étudiante et lycéenne s'embrace littéralement ; un vaste mouvement de solidarité avec les travailleurs prend naissance au lycée de Baimbridge pour gagner bientôt les autres établissements de Guadeloupe. Les étudiants en Lettres basés à Baimbridge et ceux en Droit de l'Institut VIZIOZ situés à Fouillole constituent l'avant-garde de ce grand mouvement de la jeunesse engagée aux côtés des travailleurs.

Des enseignants guadeloupais conscients, face à l'inertie des syndicats de l'Éducation en Guadeloupe, prennent position en faveur de la grève et constituent un groupe engagé dans la lutte aux côtés des ouvriers de la Canne & du Bâtiment. Ce groupe d'enseignants qui perdurera au delà de la grève, sera par la suite à l'origine de la création de la FEN et de l'apparition de Syndicats Guadeloupais de l'Enseignement dans les années qui suivirent.

Autour de la grève et en même temps qu'elle, s'installe un combat de fond sur l'ensemble des problèmes que connaît la société guadeloupaise : les locaux de l'Institut VIZIOZ deviennent un haut lieu de rencontres et de débats où en toile de fond de la grève l'on débat non sans romantisme des perspectives et des voies de la révolution Guadeloupaise : inquiet, le Pouvoir fera évacuer l'institut par les forces de l'ordre ; sans pour autant que la mobilisation étudiante soit altérée.

Les autorités religieuses aussi vont se positionner par rapport à ce grand mouvement social. **D'abord un prêtre engagé se manifeste au Lamentin** en soutenant directement la grève de la canne : il s'agit du [Père Chérubin CELESTE](#), à l'époque aumônier des Jeunesses Catholiques et animateur de la communauté chrétienne du secteur Baie-Mahault, Lamentin, Sainte-Rose.

Puis, c'est au tour de l'Évêque intérimaire de Guadeloupe (*simple prêtre, affirmant d'autres*), **Monseigneur MAGLOIRE** [1], de prendre position pour les pauvres et pour les travailleurs en grève au travers d'une lettre pastorale lue dans toutes les églises de Guadeloupe, ainsi que par le biais de plusieurs articles parus dans le journal "CLARTOS".

Au delà du jugement que chaque guadeloupais pouvait porter sur les revendications en cause, l'on sentit très nettement que la légitimité du mouvement était très clairement établie et la majorité de la population y adhérerait sans réserve.

La grève va largement dépasser les frontières de la Guadeloupe. C'est en Martinique qu'un vaste mouvement de soutien s'organise à l'initiative des organisations politiques patriotiques et du PPM. Dans ce camp là, seul le PCM ne se manifesterait pas.

En France, à l'initiative de l'AGEG se développe un formidable mouvement de soutien et de solidarité avec les travailleurs agricoles en grève en Guadeloupe. Les mouvements anti-imprialistes français, puissants à l'époque, ne manqueraient pas non plus leur soutien à la Guadeloupe.

La presse française dans son ensemble fit un large écho à ce mouvement : deux magazines - Le Nouvel Observateur & Témoignage Chrétien - dépêchèrent chacun un grand reporter en Guadeloupe pour assurer la couverture de l'événement.

Les Organisations Syndicales Traditionnelles sortiront considérablement affaiblies de la grève de 1971, la contestation s'installant dans leur base et au sein même de leur direction. **Au sein de la CFDT**, elle aboutit à l'exclusion de Edouard DEMOCRITE et à la création en 1978 de l'**UIG-CFDT** : celle-ci affichera des positions plus progressistes et tentera d'avoir une approche plus Guadeloupéenne de l'Action Syndicale ; sans toutefois y parvenir réellement en raison des pesanteurs assimilationnistes la minant de l'intérieur.

A la CGTG, c'est au niveau politique que le problème sera abordé. Le Secrétaire Général Herman SONGEONS laisse la place à un "Chargé de Mission" désigné par la **CGT** et la Fédération Syndicale Mondiale (**FSM**) basée à Prague : le français **Albert LEROY** [2]. Globe-trotter de la FSM, l'homme était expérimenté, rusé et souple en apparence ; capable de dissimuler aisément ses conceptions stalinienne pour prendre l'allure d'un démocrate à l'écoute des autres. Prenant le contre-pied de son prédécesseur, il se rapproche de l'UGTG pour tenter de gagner la confiance des Travailleurs Guadeloupéens...

Une grève fondatrice

Avec la grève de la canne, le créole surgit et s'imposa d'emblée comme le principal véhicule de communication entre guadeloupéens de toutes conditions. Tous les discours de la grève étaient prononcés en créole y compris dans les négociations et dans les enceintes officielles comme le Conseil Général et le Palais de justice. [3]

Les sans-grade d'hier faisaient brusquement et magistralement leur irruption sur la scène publique, suscitant l'admiration de tous et provoquant un formidable effet d'entraînement.

C'est également à cette époque que l'UTA mit en place dans chaque commune où elle était implantée, une "Ecole du Soir" afin d'alphabétiser les travailleurs agricoles et les initier à certaines disciplines scientifiques (Mathématiques - Sciences de la Nature - Economie Politique...). Très vite, les Ecoles du Soir vont devenir les principaux vecteurs de l'Education populaire en même temps qu'elles font office de structure de formation des cadres.

Elles permirent également une fraternelle collaboration entre intellectuels Guadeloupéens et Travailleurs des champs ; de combattre l'ignorance dont étaient victimes nombre de travailleurs ; et favorisèrent l'émergence de nouveaux dirigeants syndicaux chargés d'élargir le travail entamé en 1970. [4]

La musique GWO KA, jusqu'alors dévoyée et marginalisée fut portée au sommet du mouvement de masse : des chanteurs et musiciens populaires de génie tels Germain CALIXTE (**CHABIN**) - Robert LOYSON - Marcel LOLLIA, (**VÅOLO**) - Arthème **BRABANT** - Bernier **LOCATIN** - François Molon **JERNIDIER (CARNO)** - Vincent **BLANCUS** - Blanchenot **KANCEL** - Chrystine **AIGLE (KRISTENN)** - **Les frères DELOS** (Henri : mak - Mira : boula) - Sergius **GEOFFROY**... furent portés au sommet de leur art. Ils exprimaient dans leurs œuvres (Exemple : la chanson "Kann a la richés" de Robert LOYSON) les souffrances et les misères de la paysannerie et du peuple guadeloupéen.

A côté de ces grands surgirent de jeunes musiciens et chanteurs : **BAGUY - TIJAN - LINLIN - JOJO - Guy CONQUETE**... Ce dernier devient très vite une véritable icône de la jeunesse du fait de la puissance ("La pli la tonb", "On vy k ka d'klar"), du réalisme ("Jo ! May d'grenn d'la", "Ban mwen ki a Titinn"), de l'humour ("Si s'kon sa ou pa ni r'ozon"), de la subtile dérision sociale ("loto rouj la", "Benbridj cho"), à *Jā vokal & enpwovizasyon* ("Charoyo", "Matayango") & *kadans* ("Natali", "Kouloukoutou mandja") et de la force d'engagement ("La Gwadeloup malad", "Wi Konk' t mwen v' sav' ki biten ou ka di nou", "Kenb' r'd") de ses chansons...

Alors qu'il joue à Jabrun Baie-Mahault, **CONQUETE** sera interpellé sur le piquet de cette grande grève de 1971 pour "activités subversives et atteinte à la liberté du travail" : gardé à vue, il fut relâché dans les 24 heures ; mais la démarche policière était significative de la volonté politique répressive du pouvoir colonial. Cet épisode apparemment fortuit venait comme pour rappeler brusquement à chacun des événements du même genre qui se sont déroulés le siècle d'avant où s'élevait encore l'esclavage.

Avec l'arrivée de l'UTA et à travers la grève de 1971 naissait un syndicalisme guadeloupéen de type nouveau : un syndicalisme où les masses devenaient enfin maîtresses de leur destin en prenant les rênes de la base au sommet, en élaborant un discours en phase totale avec les réalités sociales et culturelles du pays et en développant des formes d'actions dont elles avaient elles-mêmes la maîtrise. La lutte de masse était devenue le principal moyen de régler les problèmes collectifs ; y compris ceux relevant du combat idéologique.

Aucun mot d'ordre politique n'était de mise, aucun grand discours théorique n'était prononcé ; la marche de l'UTA consistant à permettre aux masses de découvrir, au travers de leurs luttes quotidiennes, la réalité des choses afin de mieux saisir leur essence. Ainsi les attitudes négatives de la classe politique et du pouvoir colonial à travers ses institutions coercitives et répressives provoquaient outre le développement de la conscience de classe des travailleurs, mais singulièrement leur prise de Conscience Nationale. A l'usage il découvriraient ce qu'était vraiment le colonialisme français et comment il agissait avec eux.

En dépit de l'importance du mouvement de masse et de la durée de la grève de 1971 - plus de 3 mois - les principales revendications économiques des travailleurs de la canne n'ont pas été satisfaites. De plus le mouvement de grève avait été quelque peu secoué et affaibli, notamment par la mort tragique du premier Secrétaire Général de l'UTA, Charles BALAGNE, à la suite d'un accident mystérieux provoqué dans la nuit du lundi 21 Avril 1971 par une voiture circulant sans lumière à deux pas de son domicile. [5]

Et pourtant, aucune lassitude, aucune amertume ni aucun découragement ne se lisait sur le visage de ceux qui furent les acteurs de la grève. Les travailleurs agricoles avaient retrouvé une fierté et une reconnaissance qu'ils n'osaient pas espérer auparavant. Bien plus qu'une augmentation de salaire ou de prix de la tonne de canne ils avaient gagné le respect de toute la Guadeloupe et suscitaient un immense espoir aux yeux des Guadeloupéens pris de dignité.

La représentativité de l'UTA fut établie de façon unanime ; et allait s'étendre dans la région de la Grande-Terre (particulièrement à Morne à l'Eau et au Moule). A l'Anse-Bertrand, une importante section syndicale sera ainsi créée autour des frères ROMIL dès 1971.

Acquise, cette représentativité de l'UTA (union de travailleurs agricoles) lui permettait de siéger dans les instances paritaires où l'on traitait des questions relatives aux salaires agricoles ; mais ne l'autorisait pas à se prévaloir d'une représentativité dans les instances interprofessionnelles où l'on traitait des questions relatives aux intérêts des petits planteurs de canne.

Le vendredi 12 février 1972, pour contourner cet obstacle juridique & administratif, l'UTA fit sortir en son sein une nouvelle organisation d'Union des Paysans Pauvres de Guadeloupe (UPG). Cette dernière regroupait uniquement les petits planteurs et les colons partiaires : il s'agissait en réalité d'un artifice juridique à usage externe, car au fond c'étaient les mêmes hommes et femmes que l'on retrouvait aussi bien à l'UTA qu'à l'UPG du fait de la structure sociale spécifique du monde rural dans le secteur cannier.

Cela permit en définitive à l'UTA de siéger officiellement au nom des ouvriers mais l'UPG ne fut pas admise à en faire autant pour les planteurs. Il n'y eut toujours qu'une seule organisation d'Union des Paysans Pauvres de Guadeloupe (UPG) avec certes des structures organisationnelles formellement différentes, mais avec une même direction, un même style et un fonctionnement identique.

Les revendications posées en 1971 et non encore satisfaites exigeaient de toute évidence une préparation minutieuse avec des tactiques nouvelles qu'il fallait préalablement élaborer en toute

sÃ©crÃ©nitÃ©. [6]

[1] NÃ© en 1901 Ã Terre de Haut, Georges MAGLOIRE sera en 1933 le premier guadeloupÃ©en noir Ã Ãtre ordonnÃ© prÃtre (L'Eglise, persuadÃ©e qu'ils ne respecteraient pas le voeu de chastetÃ©, s'opposait jusqu'alors fermement Ã l'ordination de prÃtres noirs).

| Lire : PÃre Camille Fabre : **Dans le sillage des caravelles - Annales de l'Eglise en Guadeloupe (1635 - 1970)** - Chez l'auteur : Basse-Terre - 1976

[2] Ne pas confondre avec son homonyme Albert Leroy, qui fut Ãgalement membre du Parti communiste franÃ§ais. Fait prisonnier lors de la dÃ©bÃ¢cle de 1940, il s'Ãvade en aoÃt 1940 et reprend contact avec son Parti Ã Gisors dans l'Europe pour sans attendre reprendre la RÃsistance contre l'ennemi. En juillet 1943, il est arrÃtÃ© et emprisonnÃ©. Il subit la torture. Il s'Ãvade une nouvelle fois et continue Ã faire de la rÃgion de Gisors la base arriÃre du Front National pour la libertÃ© et l'indÃpendance dont les FTP Ãtaient le bras armÃ©. Albert Leroy poursuit ses activitÃ©s de rÃsistant Ã Paris jusqu'Ã son assassinat par les allemands le 10 avril 1944.

[3] | Lire : Dany BEBEL GISLER - **La langue crÃole, force jugulÃ©e : Etude sociologique des rapports de force entre le crÃole et le franÃ§ais aux Antilles** - L'Harmattan - 1976

[4] | Lire : [Naissance d'un syndicalisme de rupture](#)

[5] | Lire : [Charles BALAGNE : premier SecrÃtaire GÃnÃral de L'UTA](#)

[6] | Lire : [La grÃve de 1975 dans l'industrie sucriÃre](#)